

# **Le piège de l'égarement! Examen de la politique extérieure brésilienne en fin de cycle**

## **The trap of being lost! Examination of Brazilian foreign policy at the end of the cycle**

Chalmers Larose<sup>1</sup>

*Submetido em 5 de outubro de 2020 e aprovado em 7 de fevereiro de 2021.*

**Résumé** : Le texte explore la manière dont les changements au niveau national, régional et global mobilisent l'appareil de politique étrangère et structurent l'itinéraire de la politique extérieure du Brésil. En parcourant la question de la perte de leadership et d'influence régionale du Brésil, il discute de la propension du Brésil actuel à s'affirmer comme l'interlocuteur de la région dans le cadre des interactions entre les grandes régions mondiales. La position défendue est que la politique extérieure brésilienne sous l'impulsion de ce qu'il convient d'appeler « le révisionnisme bolsonariste » est le reflet d'une perte d'influence régionale du pays, associée à une carence de leadership dans plusieurs dossiers régionaux et internationaux. L'article souscrit à la nécessité d'un recentrage stratégique de la politique extérieure brésilienne par l'élaboration d'une vision d'ensemble sur le contenu, les principes et les principales aspirations dans l'arène globale. Ce nouveau modèle de projection externe s'accompagnerait d'une neutralité active sur la scène internationale et d'un engagement intelligent et rationnel avec les interlocuteurs et partenaires autour des grands dossiers d'intérêts vitaux pour la région.

**Mots-clés** : politique extérieure. Brésil. Leadership régional. Stabilité régionale. Aspirations régionales. Pragmatisme responsable.

**Abstract** : The paper discusses how changes at the national, regional and global levels mobilize the foreign policy apparatus and structure Brazil's foreign policy route. As it explores the issue of Brazil's loss of regional leadership and influence, it explores Brazil's propensity to assert itself as the interlocutor of the region in the context of interactions between the major global regions. The position advocated is that Brazilian foreign policy under the impetus of what should be called "Bolsonarist revisionism" reflects a loss of regional influence, associated with a lack of leadership on several regional and international key issues. The paper supports the need for a strategic refocusing of Brazilian foreign policy through the relaunching of an overall vision on the content, principles and main aspirations of the country in the global arena. This new external projection model would go hand in hand with an active neutrality posture in the international arena coupled with intelligent and rational interactions with interlocutors and partners on major issues of vital interest to the region.

**Keywords**: Foreign policy. Brazil. Regional leadership. Regional stability. Regional aspirations. Responsible pragmatism.

## **Introduction**

Le répertoire de la politique extérieure du Brésil contemporain est jalonné de périodes de continuité et de rupture (Soares de Lima 2008). Pour s'en rendre compte, il suffit de jeter un coup d'œil rapide sur ces moments charnières qui vont de la prééminence de la « logique autonomiste » sous le gouvernement Getúlio Vargas, en passant par la « politique extérieure indépendante » des gouvernements Jânio Quadros-João Goulart, ou encore la stratégie du « pragmatisme responsable » du couple Geisel-Acevedo, et plus récemment l'affirmation de la « politique étrangère active et altière » initiée par Celso Amorim sous le gouvernement de Luiz Ignacio da Silva Lula au début des années 2000. Avec la longue durée d'exercice du pouvoir par le parti des travailleurs de Lula (2002-2016), on a cru pour un temps que les relations extérieures du Brésil avaient franchi une nécessaire période de stabilité et de certitude stratégique. Les lignes de fond qui entretiennent la projection externe du pays reflétaient clarté et prévisibilité. Pour un temps, le Brésil s'est affirmé sur la scène internationale comme acteur et promoteur d'une vision autonome en synergie avec les pays du Sud tout en maintenant une coopération soutenue et profonde avec ses principaux alliés du Nord.

Toutefois cette mutation rencontra de nombreuses résistances parmi les secteurs traditionnels et gardiens de l'orthodoxie dans ce domaine. Un processus de réalignement fonctionnel suivit la mise à l'écart du gouvernement démocratiquement établi, replaçant ainsi la pendule autour d'axes stratégiques plus conventionnelles, dans un contexte de fragilité intérieure et de turbulence régionale. Aujourd'hui encore, la politique extérieure du Brésil revisite son histoire tumultueuse et se trouve à la croisée des chemins. Entre-temps, de nombreuses mutations sont intervenues sur l'échiquier international global entraînant un processus de reconfiguration voire même de réalignement politique régional. Au plan intérieur, la droite conservatrice, revigorée par la recrudescence d'un populisme rétrograde, militariste et révisionniste, sonna la fin de l'épopée internationaliste. Sous la coupole de l'ultra conservateurs et populiste Jair Bolsonaro, la politique étrangère brésilienne entre définitivement dans une phase de réorientation générale et globale caractérisée par des changements tectoniques à tous les niveaux et dans toutes les sphères.

Une absence de cohérence au niveau de la politique étrangère associée à une inhabilité à influencer les événements externes identifie le Brésil actuel. Comment ne pas se rappeler que, il y a de cela seulement une décennie, ce géant de l'Amérique du Sud connaissait une croissance économique substantielle, envisageant de réformer l'architecture politique internationale tout en faisant la promotion de la coopération régionale sud-américaine à travers le Mercosur. Le pays imposait également ses vues à l'intérieur d'agendas tiers-mondistes et d'institutions multilatérales et assurait le commandement des forces de stabilisation de l'ONU en Haïti. En parallèle, le Brésil obtenait l'organisation des Jeux Olympiques et de la coupe du monde de football, tout en jouant un rôle prééminent dans la crise au Honduras et en prenant le leadership de l'UNASUR et de la CELAC. On ne saurait non plus faire abstraction du fait que le Brésil avait acquis le statut de puissance émergente, jouait un rôle de premier plan dans les négociations commerciales internationales, assurait un équilibre fort important au sein du groupe des BRICS, tout en grappillant de nouveaux espaces commerciaux grâce à un programme de coopération internationale ciblé et soigné. Toutefois, comme le rappelle Lehmann (2017), très peu de cet activisme international a réussi à survivre les tensions politiques et les crises économiques de ces dernières années.

Aujourd'hui le Brésil, en reposant sa destinée sur un nouvel axe stratégique américano-brésilien, opte pour une politique extérieure de courte vue, résolument réductrice, réactive et idéologique. Tournant le dos aux nobles aspirations antérieures, la politique extérieure brésilienne épouse désormais une logique stratégique aventurière. Une telle situation nous force à interroger les contours et ressorts de ce nouveau sentier, à un moment de grand déchirement du tissu social interne et de réaménagement systémique externe. Dans ce texte, j'explore la manière dont les changements au niveau national, régional et global mobilisent l'appareil de politique étrangère et structurent l'itinéraire de la politique extérieure du Brésil. Philippe Moreau Desfarges (1990) soutient que la politique étrangère d'un pays est le reflet d'un ajustement plus ou moins subi, plus ou moins voulu, aux réalités internationales. Pour ma part, je crois que cette politique illustre tout aussi bien le rapport et la connexion entre l'intérieur et l'extérieur en mettant en synergie le primat de la politique intérieure et les contraintes géopolitiques.

Cet article n'est pas un exercice de réflexion sur les rivalités de puissance en Amérique Latine ni ne traite de la question des capacités brésiliennes comme puissance régionale. J'étudie de préférence la question de la perte de leadership et d'influence régional du Brésil. Et discute de la propension du Brésil actuel à s'affirmer comme l'interlocuteur de la région dans le cadre des interactions entre les grandes régions mondiales. D'entrée de jeu, rappelons que le Brésil dépasse de loin, et le restera pour longtemps encore, tous ses rivaux immédiats au niveau des principaux indicateurs de la puissance, en particulier au plan économique et militaire. En effet, depuis les cinq dernières décennies, le fossé entre le Brésil et ses voisins n'a cessé de se creuser de manière dramatique. Selon le Composite Index of National Capabilities, la part du Brésil dans la répartition globale de la puissance a augmenté de 1.2% à 2.4% au cours des cinquante dernières années, alors que sa part dans la répartition de la puissance régionale a augmenté de 36% à 50% au cours de la même période (Schenoni 2014).

Je soutiens que la politique extérieure brésilienne sous l'impulsion de ce qu'il convient d'appeler « le révisionnisme bolsonariste » est le reflet d'une perte d'influence régionale du pays, associée à une carence de leadership dans plusieurs dossiers régionaux et internationaux. En dépit de ses velléités à une position de leadership régional, accompagnées d'une détermination à disposer de plus d'espace de pouvoir autonome sur la scène internationale, les objectifs souhaités par le Brésil en déployant sa politique extérieure « active et altière » sous le gouvernement Lula n'a pas satisfait entièrement les résultats anticipés. La dégénérescence du leadership du Brésil au niveau régional suit un processus révélé bien avant le processus d'impeachment de Dilma Rousseff et le travail de sape entamé sous l'administration Temer. Si le déploiement de la politique extérieure du Brésil, comme toute politique s'inscrivant à l'intérieur d'un système international et régional dynamique, obéit aux conditions mouvantes de la politique internationale, il n'en demeure pas moins que la posture, de même que les traits caractéristiques, de cette politique extérieure reflètent aujourd'hui un processus de désagrégation interne entretenu par les difficultés économiques, les clivages idéologiques, et les tensions politiques récurrentes lesquels contribuent à anéantir les ressorts de performance de la politique extérieure du pays. L'article souscrit à la nécessité d'un recentrage stratégique de la

politique extérieure brésilienne par l'élaboration d'une vision d'ensemble sur le contenu, les principes et les principales aspirations dans l'arène globale.

Je défends mon argument de la manière suivante. Dans un premier temps, je procède à un bref examen du concept de leadership en politique étrangère, et le transfère de ce dernier dans la grammaire descriptive de la politique extérieure brésilienne. Ensuite, j'analyse certaines mutations opérées au niveau de l'orientation de la politique extérieure du Brésil au cours de ce qu'on pourrait appeler les années d'ambitions de puissance et d'aspiration au leadership régional du Brésil. Un moment important et déterminant demeure celui de la crise du modèle de politique étrangère activiste illustrée par la transition révisionniste et l'implosion interne. Cette période sera étudiée comme celle de l'inflexion de la politique extérieure. Je termine ce portait en explorant la nouvelle normalité imposée par la politique étrangère du couple Bolsonaro-Araujo tout en produisant quelques réflexions et perspectives provisoires.

### **Considérations sur le leadership**

Le point de vue largement partagé est que le phénomène du leadership reçoit très peu d'attention en relations internationales (Weaver et Zhimin 2017 ; Young 1991 ; Burns 1978 ; Ikenberry and Kupchan 1990 ; Ikenberry 1996 ; Destradi 2010). Les débats concernant le leadership font souvent l'objet de traitement thématique plutôt que théorique (Ikenberry 1996). Car il s'agit d'un phénomène complexe lequel demeure pauvrement défini, et qui entretient beaucoup de controverses entre les chercheurs en relations internationales. À la vérité, la plupart des analystes de la politique internationale estiment que la puissance, définie en termes de possessions de capacités et ressources matérielles et non matérielles, débouche inéluctablement sur le leadership dans une relation complexe et parfois non linéaire. Vu de cette manière, le leadership ne serait qu'un autre terme élégant pour exprimer la puissance (Ikenberry 1996 : 388).

Toutefois, le leadership renvoie également à l'habileté de l'acteur à projeter un ensemble d'idées et de principes au sujet de la manière d'organiser et de réguler un enjeu politique déterminé par le biais d'actions concertées impliquant d'autres acteurs. Il s'agit de l'usage de la puissance pour orchestrer les actions d'un groupe vers l'atteinte de résultats

collectifs (Ikenberry 1996 : 388). Le leadership réfère ainsi à un ensemble d'activités observables lesquelles se déroulent dans le cadre d'un groupe, d'une organisation ou d'une institution, impliquant un leader et des suiveurs qui souscrivent de manière volontaire aux objectifs communs et travaillent ensemble pour les atteindre » (Clark et Clark 1996 : 25). Le terme n'est pas uniquement utilisé pour capter l'action d'une personne ou rendre compte d'une prise de position donnée. Il exprime tout aussi bien une relation morale complexe basée sur la confiance, le devoir, l'engagement et une vision partagée envers le bien commun (Ciulla 2014 : XV). À ce titre, Burns (1978) évoque le caractère relationnel du leadership. Les leaders sont des faiseurs de coalition ; ils agissent rarement seuls et délèguent certains rôles aux acteurs qui embarquent volontairement dans l'aventure. La relation du leader avec les suiveurs est un aspect important du caractère multiplexe du leadership (Young 1991 : 281).

Fortement intéressé par l'apport du leadership dans la formation et le maintien des régimes internationaux, Oran Young (1991 : 307) nous invite à appréhender le leadership à travers un prisme comportemental, en focalisant sur les actions des acteurs. Young distingue trois types de leadership: structurel, entrepreneurial et intellectuel. Alors que le leadership structurel traduit la puissance en leadership, le leadership entrepreneurial utilise les compétences en négociation pour susciter l'intérêt et construire le consensus autour d'un arrangement institutionnel. Le leader intellectuel, quant à lui, s'en remet à la force des idées en mettant en relief une manière de penser un problème par la formation d'un régime donné. Pour sa part, Ikenberry identifie également trois types de leadership. Le leadership structurel qui permet à un acteur disposant de capacités matérielles supérieures de générer et contrôler le cadre général de la politique globale ; le leadership institutionnel qui permet à un acteur de dicter les règles et pratiques qui gouvernent les interactions entre les unités, et sur lesquels les acteurs s'entendent; le leadership situationnel qui a trait à l'intelligence et l'habileté d'un acteur à saisir le *momentum* pour construire et réorienter l'ordre politique international (p. 395). Toujours est-il qu'il existe différentes manières d'exercer le leadership. Un acteur peut reposer sa stratégie de leadership sur l'usage d'incitatifs matériels, usant de sanctions économiques et militaires ou de promesses

de récompenses et de privilèges. L'autre moyen réfère à la modification patiente des croyances fondamentales des autres acteurs (Ikenberry et Kupchan 1990 : 285).

En d'autres termes, l'exercice du leadership requiert un savant dosage entre la coercition et la persuasion. Il va de soi que par ses initiatives et actions, le leader exerce de l'influence sur les autres acteurs. Un acteur exerce de l'influence si sa présence, ses idées et ses actions parviennent à contraindre un décideur politique à rencontrer ses intérêts ou ses objectifs. (Cox et Jacobson 1973). Toutefois il serait mal avisé d'amalgamer le leadership - la capacité à fabriquer le consensus autour d'un ordre international souhaité - avec l'hégémonie qui n'est autre que l'expression de la domination consensuelle d'un acteur à l'intérieur d'un ordre donné. À ce sujet, Cox (1992) ne définit-il pas l'hégémonie comme « une domination d'un genre particulier où l'État dominant crée *un ordre basé idéologiquement sur un consentement large*, fonctionnant selon des principes généraux qui, en fait, assurent la suprématie continue de l'État ou des États dominants ainsi que celle de leurs classes sociales dominantes, mais qui en même temps offre certaines mesures ou perspectives de satisfaction aux moins puissants ». Il va de soi qu'un État, aussi puissant soit-il, cherche à légitimer l'ordre international désiré par l'inclusion des autres acteurs dans une forme d'intersubjectivité basée sur un consentement réciproque.

Avec la mondialisation, plusieurs pays ou espaces économiques ont accumulé de la richesse et de la puissance au point de se hisser au rang d'économies et de puissances émergentes. Des études sur les dynamiques régionales, tant dans le domaine de la sécurité que ceux de l'économie et du commerce, ont établi adéquatement les lignes de démarcation entre grandes puissances et puissances régionales (Lemke, 2002 ; Buzan and Wæver. 2003; Flemes et Nolte, 2010). Le concept de puissance régionale fait référence à « des États dominants au niveau régional qui supervisent les relations régionales et qui cherchent à établir et préserver un statu quo régional » (Lemke 2002). Quant aux régions, elles sont perçues d'abord comme des sous-systèmes hiérarchiques fonctionnant comme un système international à l'intérieur duquel la guerre et la paix dépendent de la distribution relative de la puissance. Ces puissances régionales se distinguent par les traits suivants : l'appartenance à une région précise ; la possession de capacités de puissance supérieures aux autres acteurs de la région ; l'influence exercée dans les prises de décision

régionale (Destradi 2010 : 905). Il est à noter que les puissances régionales recherchent également le leadership régional en portant d'autres États et acteurs, à l'intérieur ou à l'extérieur de la région, à accepter leur rôle de leader. De plus, elles jouent le rôle d'intercesseur des intérêts régionaux au sein de forums inter-régionaux et globaux tout en se présentant comme le défenseur de l'ordre international régional et responsable de la sécurité régionale (Flemes et Nolte 2010).

### **L'aspiration brésilienne au leadership régional : Un rendez-vous manqué**

Malamud et Rodriguez (2014) ont étudié la manière dont le Brésil réagit face aux opportunités politiques internationales. À chaque fois que le pays a pu augmenter sa prééminence internationale au cours du vingtième siècle, proposent-ils, cela résultait d'une marge d'autonomie découlant de l'émergence d'une puissance concurrente au pouvoir de l'hégémon global. En d'autres termes, le Brésil n'a jamais été maître de son ascension. Au tournant des années 2000, le pays connut une période de croissance économique notable laquelle propulsa le pays au nombre des dix plus grandes économies du monde et raviva le rêve longtemps caressé d'assumer un leadership régional effectif. À son apogée en 2009, la croissance brésilienne lui octroyait 40% du PIB total de l'Amérique Latine et de la Caraïbe, et 55% du PIB total de l'Amérique du Sud.

Cette situation favorable offrit au pays les instruments longtemps recherchés en vue d'affirmer une présence plus optimiste et rassurante sur la scène internationale et étendre ses rôles et responsabilités dans la politique régionale. Il suffit de se rappeler que, depuis les premières années du 20<sup>ème</sup> siècle, l'aspiration majeure de la politique étrangère brésilienne a été de parachever une reconnaissance internationale dans les affaires internationales (Soares et Hirst 2006 : 21). Ce désir de jouer un rôle majeur sur la scène internationale, équivalent à sa taille et à sa géographie, structure tout aussi bien la stratégie du développement national du pays. Lafer (2001, p. 108) décrit la stratégie du développement national comme étant « l'objectif par excellence de la politique étrangère brésilienne, une politique publique visant à traduire les nécessités intérieures en politiques extérieures ». À ce sujet, estiment les responsables de l'époque, toute aspiration régionale brésilienne majeure devra avoir comme axe stratégique une composante fortement



développementaliste, ce qui contribuera à structurer le modèle économique dominant et élaborer le consensus nécessaire à l'atteinte du leadership désiré.

Burges (2008) a développé le concept d'hégémonie consensuelle - c'est-à-dire la manière de recruter les autres acteurs, produire et maintenir le consensus tout en s'abstenant de l'usage de la force - pour appréhender les aspirations régionales brésiliennes au cours de cette période glorieuse de l'internationalisme brésilien. Pour lui, le cas du Brésil du début des années 2000 illustre la manière dont un État avec des capacités militaires et économiques limitées utilise le pouvoir des idées pour produire une vision systémique régionale et obtenir l'adhésion active d'autres États régionaux à son projet hégémonique. Cette situation, poursuit Burges, illustre également la manière dont des pays qui ne sont pas dominants dans leur aire géographique peuvent façonner leur politique étrangère en vue de faire avancer leurs priorités nationales sur la scène internationale en mettant l'emphase sur une action collective régionale de grande ampleur. Cette appréciation, pour le moins optimiste et exaltante, appréhende le Brésil comme « un leader global atypique », lequel adopterait une posture de puissance coopérative anti-hégémonique comme trait central de sa politique étrangère (Dauvergne et Farias 2012). Le leadership souhaité serait basé sur les valeurs de la coopération, de la modération et des institutions régionales. Dès lors, étant donné ses ressources modestes et la prédominance des États-Unis sur le continent américain, et n'étant pas lui-même une puissance nucléaire, la seule façon pour le pays d'obtenir de l'influence, demeure la convergence d'intérêts avec les autres pays sud-américains en vue de créer un contrepoids aux américains à l'intérieur du cadre multilatéral et intégrateur régional. De quoi s'agit-il exactement?

Initié depuis la consolidation démocratique avec la présidence de Fernando Enrique Cardoso en 1994, consolidé et intensifié avec l'arrivée du Parti des Travailleurs de Luiz Inácio Lula da Silva, l'objectif fondamental de la grande stratégie brésilienne a été de précipiter la transition d'un monde dominé par les pays développés à un monde multipolaire dans lequel les équilibres de puissance de même que les institutions internationales deviennent plus favorables à l'affirmation des intérêts du Brésil » (Brands 2010 : 3). Marco Aurélio Garcia (2014), architecte de la politique extérieure

du gouvernement Lula, explique la stratégie brésilienne en ces termes : « Le Brésil fit le choix de l'option sud-américaine. La raison est que nous ne voulions pas assurer une présence isolée dans un monde multipolaire en construction mais nous cherchions à construire ce monde de concert avec les pays de l'Amérique Latine. Le Brésil ne veut pas être un pôle de puissance unitaire, il cherche un pôle en compagnie d'autres pays de l'Amérique du sud ».

Cette politique extérieure se déploya de la manière suivante. Sur le front global, le Brésil entreprit de définir des consensus et alliances stratégiques en vue d'une reconnaissance comme acteur global. Au cours de la présidence Lula, le pays chercha à influencer les agendas internationaux et les règles du jeu dans certains domaines, en particulier à l'OMC et à l'ONU. En même temps, le Brésil rejoint les BRICS, multiplia les initiatives en vue d'obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Le Brésil se présenta aussi comme l'arbitre des intérêts du sud vis-à-vis du Nord tout en forgeant des alliances avec le Sud. Au cours de cette même période vertueuse, le Brésil se lança dans une série d'initiatives stratégiques et diplomatiques tout en maintenant son adhésion aux valeurs et principes du marché libre et aux institutions multilatérales. On note, entre autres, le renforcement de la coopération avec les pays africains (Embrapa au Ghana, Fiocruz au Mozambique); la campagne mondiale contre la faim; la mobilisation des efforts pour la révision des mécanismes de décision du FMI et de la Banque mondiale; le rapprochement avec le Japon, l'Allemagne et l'Inde pour former le G-4 et articuler une réforme de la charte de l'ONU; le renforcement des liens avec la Chine, la Russie et l'Afrique du sud pour former le groupe des BRICS; la mise sur pied du forum Inde-Brésil-Afrique du Sud (IBSA), lancé à Brasília en 2003 ; l'initiative vers la création d'un système de dissuasion, avec le programme de transfert de technologie et la construction d'un sous-marin nucléaire avec l'aide de la France, et la production, au Brésil, des avions de chasse Gripen; la reconnaissance de la Palestine en tant qu'État et maintien des relations amicales avec Israël: coexistence pacifique de deux États sur le territoire.

Toutefois, c'est sur le front régional que les ambitions brésiennes s'exprimèrent avec le plus d'acuité et de résonance au cours de cette période. Soares and Hirst (2006 :31) mentionnent trois prémisses majeurs qui ont guidé

la politique sud-américaine du Brésil : 1) Une plus grande présence régionale du pays serait compatible avec le renforcement des liens politiques plus étroits avec l'Argentine; 2) l'impact de la présidence Lula sur la démocratie brésilienne aurait un effet multiplicateur sur la promotion de la stabilité politique régionale; 3) l'expansion de la présence politique brésilienne dans la région renforcerait automatiquement les aspirations globales brésiennes en obtenant un soutien des pays de la région pour l'expansion de la présence du pays dans les affaires mondiales. En d'autres termes, le Brésil parviendrait à promouvoir son ambition universelle à devenir un acteur global en augmentant son influence continentale (Costa Vaz, 2004; Grabendorff, 2010: 167). L'Amérique Latine en général, l'Amérique du Sud en particulier, devint la pierre angulaire de la quête brésilienne pour l'affirmation de ses ambitions de leadership. Car, comme l'observent Dauvergne et Farias (2012), le Brésil peut seulement s'allier aux autres pays sud-américains en vue de créer un contrepoids aux américains à l'intérieur du cadre multilatéral et intégrateur régional.

Pour y parvenir, le Brésil commença d'abord par offrir ses bons offices en tant que « pacificateur bienveillant ». En 2002, le pays offrit ses bons offices aux protagonistes tout en dénonçant la tentative de putsch militaire à l'encontre de son allié vénézuélien Hugo Chavez. Plus loin, en 2003, lorsque Caracas devint le théâtre d'affrontements violents entre l'opposition et le gouvernement, le Brésil mis sur pied un Groupe d'amis du Venezuela, incluant le Chili, le Mexique, le Portugal et l'Espagne, afin d'obtenir une conciliation entre les parties. En Haïti, le Brésil joua le double rôle de chef de guerre et pacificateur après la chute du gouvernement Aristide en Haïti, en 2004. En effet, l'armée brésilienne pris le commandement militaire de la force de stabilisation de l'ONU dans le pays. Du même coup, le Brésil parvint à occuper une place centrale au sein du Core Group, le Groupe des « pays amis d'Haïti ». De la même manière, c'est encore le Brésil qui intercédait au moment de l'affrontement entre les partisans du président Evo Morales et les autonomistes des régions productrices de gaz de l'Est du pays. Il en fut de même lorsque la Colombie et l'Équateur se trouvèrent au bord de l'affrontement suite à la violation du territoire équatorien par les forces spéciales colombiennes et les échauffourées qui s'en suivirent (Daudelin 2010 : 34)

Si le Brésil a pu s'engager avec autant d'acharnement comme « acteur de paix » dans la plupart de ces situations de crise, c'était en partie en raison de l'augmentation relative de ses capacités de puissance. Néanmoins on ne saurait perdre de vue que cet attribut reflétait tout aussi bien le nouvel ancrage de sa politique extérieure axée sur l'institutionnalisation régionale et un intérêt soudain pour les questions régionales. En effet, poussé par une nouvelle dynamique globale en faveur du resserrement des blocs régionaux, le Brésil entreprit de redynamiser le processus d'intégration régionale par un plus grand engagement en faveur du Mercosur, une union douanière jugée imparfaite, sélective et limitée mise en place depuis 1991. Par le renforcement du Mercosur, le Brésil s'assura d'une paix commerciale avec l'Argentine, mis en place un Fond de convergence structurelle tout en adhérant au consensus en faveur de l'inclusion de son allié vénézuélien. Ensuite, la diplomatie brésilienne orchestra la création de l'Union des nations de l'Amérique du Sud (UNSAUR) en 2008, un nouveau cadre commercial ouvert aux autres acteurs régionaux. À l'intérieur de l'UNASUR, le pays obtint la création d'un système de sécurité politique et militaire régional, le Conseil de défense sud-américain, ce qui contribua à légitimer ses prétentions et ambitions auprès de ses voisins. Tous ces forums, y compris la CELAC créée en 2010, offrirent au Brésil une meilleure autonomie vis à vis des États-Unis et une capacité d'action dans la région lui permettant d'articuler un espace économique et politique latino et sud-américain régional (Ramanzini Junior et Passini Mariano 2018 : 254).

Une fois cette architecture mise en place, le Brésil montra des signes de leadership évidents en coopérant étroitement avec ses partenaires régionaux, en montrant ses capacités à déployer ses attributs de puissance au-delà de ses frontières et en démontrant son potentiel à s'incruster dans des opérations militaires à l'étranger. Toutefois si les nombreux mouvements et actions déployés par le Brésil ont contribué à augmenter sa visibilité dans l'espace régional, il n'en demeure pas moins que de telles initiatives sont demeurées relativement modestes en ce qui a trait à l'atteinte des objectifs d'affirmation d'un leadership régional caressé par le pays. Même si le Brésil pouvait toujours se présenter comme la principale économie de la région, il reste que, vu la nature compétitive des interactions régionales et les rivalités qui l'accompagnent, ses ressources

économiques demeuraient insuffisantes pour prétendre à un rôle de leader régional établi. Pour Malamud (2017 : 8), ni le MERCOSUR, et encore moins l'UNASUR ne se sont révélés le tremplin souhaité par le Brésil en vue de satisfaire ses ambitions de leadership régional. Le fait est que, tout en étant au sommet de son potentiel de puissance, le Brésil n'est pas parvenu à forger l'adhésion régionale nécessaire à l'atteinte de ses objectifs et aspirations de leadership.

### **Le point d'inflexion de l'aspiration au leadership**

Carlos Milani (2016) soutient que la politique extérieure brésilienne exhibe une double nature. C'est à la fois une politique d'État visant à faire face aux nécessités structurelles de survie et de sécurité, et une politique publique qui change et se transforme selon les coalitions politiques au pouvoir et les évolutions liées à la forme de la démocratie ambiante. Au tournant de l'année 2016, la démocratie brésilienne assiégée par de vieilles querelles politiques et de joutes politiques irréconciliables, vécut de sombres moments. Il y eut tout d'abord la révélation au grand jour des scandales de corruption des dirigeants politiques et des chefs d'entreprise révélés par les enquêtes liées à l'opération d'investigation criminelle *Lava Jato*. Une procédure d'impeachment contre la présidente Dilma Rousseff et l'incarcération subséquente de l'ex-président et leader historique du Parti des Travailleurs Luiz Inacio da Silva s'en suivirent. Cette situation dramatique au plan interne se répercuta de plein fouet et de manière irréversible sur l'orientation de la politique extérieure du pays.

La prise du pouvoir par le vice-président Michel Temer précipita le pays dans une phase de transition abrupte et un agenda de rupture. Les nouveaux occupants du Planalto et d'Itamaraty ne perdirent pas de temps pour dresser un bilan cataclysmique de la politique extérieure « active et altière » pratiquée au cours de la dernière décennie, tout en initiant un virulent changement de cap au niveau des relations du pays avec le reste du monde. Au dossier de l'acte d'accusation identifiant les égarements de la politique extérieure, on stigmatisa le régime du PT pour s'être orienté idéologiquement vers les gouvernements de gauche non démocratiques de la région et du reste du monde ; d'avoir négligé les relations avec les pays occidentaux développés et de privilégier les relations avec les pays du Sud ;

d'inclure dans l'agenda de politique extérieure des thématiques sans intérêt véritable pour le pays et sans valeur ajoutée pour le renforcement des capacités et l'influence ; de ne pas accorder une attention suffisante aux intérêts commerciaux et économiques du Brésil ; et de ne pas avoir créé un environnement réceptif aux capitaux multinationaux. Le nouveau ministre des relations extérieures José Serra inaugura le début du temps nouveau en ces termes : « Notre politique extérieure sera rigide vis-à-vis des valeurs de l'État et de la nation. Jamais nous n'agirons en faveur d'un gouvernement ou d'un parti ».

L'une des conséquences internationales du Lava Jato a été celle de révéler au grand jour l'illusion du Brésil comme leader régional (Malamud 2017). En effet, durant la transition Temer, le Brésil amorça un début de réaligement de sa politique extérieure avec celle des États-Unis tout en renforçant ses relations avec la Chine et l'Inde. Itamaraty exprima aussi sa volonté de corriger certains aspects du Mercosur par le biais du renforcement des relations bilatérales avec l'Argentine. En parallèle, le Brésil obtint la suspension du Venezuela de l'organisme régional, négocié et intégré quelques années auparavant sous le gouvernement Rousseff. La priorité fut également attribuée au forum politique de l'OEA au détriment de l'UNASUR. En même temps, le gouvernement amorça une réflexion quant à ses interactions avec les pays du Sud, l'Afrique en particulier, qui désormais devraient être articulées sur la base d'intérêts économiques plutôt que d'affinités idéologiques.

Toutefois c'est à la faveur de la victoire du populiste ultraconservateur hors norme Jair Bolsonaro aux élections d'octobre 2018, que la politique étrangère brésilienne connut son inflexion la plus profonde et complète. Convenons que le contexte international de réaligement stratégique a largement contribué à l'articulation de ce nouveau positionnement. D'abord, le bolsonarisme hérite d'un environnement international largement favorable à l'affirmation d'une idéologie anti-libérale et anti-globalitaire visant à torpiller les acquis du libéralisme comme axe central de la politique internationale depuis l'instauration de la Pax America suite à la deuxième guerre mondiale. En effet, avec l'arrivée de Donald Trump au pouvoir aux États-Unis, les ressorts du globalisme, de l'universalisme et du multilatéralisme s'estompent. L'autoritarisme, le nationalisme et le particularisme s'invitent sans complexe à l'intérieur des discours et stratégies de

nombreux États. Ensuite, au plan régional, on assiste à l'intensification du processus d'effondrement du progressisme en Amérique Latine suite à la déroute électorale, voire même la crucifixion judiciaire, de plusieurs régimes classés à gauche de l'échiquier politique régional, notamment au Brésil, en Équateur et en Argentine.

S'inspirant largement de ce contexte géopolitique favorable, le régime Bolsonaro pris acte de l'amorce de bifurcation stratégique amorcée durant la transition Temer. Le nouveau ministre des affaires étrangères Ernesto Araujo, dans un blog publié le 3 mars 2017, fixa de cette manière l'intention du gouvernement de faire bouger les lignes de la politique extérieure du pays : « Au cours de ces dernières années, la politique extérieure brésilienne fut une politique de consensus très large, un consensus autour d'un système politique qui menaça de détruire la nation brésilienne avec la corruption et la stagnation économique, la crise morale et le déclin militaire, l'insignifiance internationale, ou le mépris pour les sentiments du peuple brésilien ». Selon le nouvel occupant d'Itamaraty, ce consensus au niveau de la politique extérieure, obtenu et mis en branle depuis la redémocratisation du pays, a débouché sur la prise du pouvoir par les gouvernements autoritaires de gauche au Venezuela, la prédominance croissante du bolivarianisme en Amérique Latine, et l'entrée du Venezuela dans le Mercosur. Araujo fit également l'éloge de la nouvelle « relation spéciale » du Brésil avec les États-Unis : « Dans les relations avec les États-Unis, il n'y a de limite que le ciel. Cette relation ira au-delà d'une communauté de valeurs et de démocratie pour atteindre une communauté de sentiments », fit-il savoir.

Stuenkel (2018) fait remarquer que même au cours de ce qu'il convient d'appeler le moment unipolaire des années 1990, les présidents brésiliens, de Itamar Franco à Fernando Henrique Cardoso, s'étaient habilement abstenus de se montrer trop proches des intérêts de Washington. Or, c'est fort de ce positionnement stratégique étroit que le nouveau régime se présenta au monde et s'est adjugé le plein pouvoir pour établir de nouveaux paramètres dans les relations du pays avec l'Amérique Latine. En moins de deux mois, le gouvernement Bolsonaro procéda à la démolition de la politique extérieure que le Brésil a suivi depuis le gouvernement de Ernesto Beckmann Geisel (Recupero 2019). Tout en parvenant à marginaliser Itamaraty dans la définition et l'élaboration de la politique étrangère, le régime Bolsonaro procéda à l'amplification de ses relations

avec les États-Unis dans un contexte d'intensification des rivalités sino-américaines et d'augmentation des liens commerciaux brésiliens avec la Chine.

Au cours d'une visite à Washington le 19 mars 2019, Bolsonaro obtint l'appui et l'intercession des États-Unis à l'entrée du Brésil à l'OCDE. Pour sa part, Washington désigna le Brésil comme principal allié non-membre de l'OTAN et obtint de Brasilia la signature de l'Accord de sauvegardes technologiques qui permettra aux USA de lancer des satellites à partir du centre de lancement de Alcântara, dans l'État de Maranhão. En parallèle, le Brésil ouvrit une section diplomatique et commerciale à Jerusalem en rupture avec la tradition de sa politique d'équilibre, et se retira de l'Accord de Paris sur le changement climatique. La décision de sortir de l'Accord de Paris eut de lourdes conséquences, provoquant un refroidissement des relations avec les pays de l'Union européenne, la France en particulier. La montée des tensions entre le Brésil et la France lors des incendies en Amazonie en août 2019 ne fit qu'illustrer un profond malaise qui existait déjà à l'intérieur de certaines officines occidentales (*Le monde août 2019*). Mentionnons également le vote favorable accordé par la délégation brésilienne à l'ONU relatif à la poursuite de l'embargo économique américain contre Cuba. Le journal *Folha de Sao Paulo* rappelait à ce sujet, et à juste titre, que c'était la première fois en vingt et sept ans que le Brésil finissait par céder aux pressions américaines dans le cadre de ce vote annuel de l'Assemblée générale de l'ONU sur le dossier américano-cubain.

Au plan régional, le Brésil passa de pays inducteur de l'intégration à acteur soutenant des aventures interventionnistes extra régionales. La diplomatie brésilienne substitua sa puissance modératrice et d'équilibre consensuel au profit d'un soutien aveugle à l'unilatéralisme agressif des États-Unis. Le Brésil s'attela à la liquidation définitive de l'UNASUR, se rapprocha des gouvernements de droite pour créer le Forum pour le progrès de l'Amérique du Sud (PROSUL), tout en adoptant une posture hostile face au bolivarianisme ambiant. Le 5 mars 2019, suite aux relations tendues entre Bolsonaro et Maduro, le gouvernement brésilien rappela tout son personnel diplomatique du Venezuela et demanda à Caracas de retirer ses représentants au Brésil. Le président brésilien s'est montré très hostile à l'arrivée au pouvoir d'Alberto Fernandez en Argentine ; «Je regrette l'issue du scrutin. Je n'ai pas de boule de cristal, mais je pense que l'Argentine a mal



choisi", avait-il déclaré, alors que le nouvel élu argentin eut demandé la libération de Lula, l'ex-président brésilien, en prison pour corruption.

Cette posture diplomatique étroite déboucha sur l'isolement du Brésil en Amérique Latine et dans certaines parties du reste du monde tout en contribuant à assombrir l'image du pays. Au plan de la coopération régionale, le nouveau régime pesa de tout son poids pour mettre définitivement au rencart les aspirations brésiliennes au leadership régional. Pire, il en fit du Brésil un partenaire hostile et méfiant pour ses voisins. Et les ressorts diplomatiques favorables s'assombrirent sous le ciel du pays. Aujourd'hui le Brésil ne dispose plus ni des capacités matérielles et symboliques nécessaires, ni de la bonne volonté exprimée au plus haut sommet de l'État, lui permettant de soutenir une stratégie de leadership régional. La capacité du Brésil à intervenir comme intermédiaire et faiseur de paix dans les crises régionales s'est largement oblitérée. Le Mercosur, longtemps perçu comme le symbole de l'affirmation d'une velléité de coopération hégémonique brésilienne, est devenu une institution sud-américaine sous respiration artificielle, victime des tensions et caprices idéologiques entre deux partenaires principaux, à savoir le Brésil et l'Argentine. Citant les conséquences de la pandémie sur son économie, et devant les différences de perspectives évidentes avec son voisin lusophone, l'Argentine annonça en avril 2020 son retrait de toutes négociations futures impliquant le bloc régional.

### **Conclusion: Un nécessaire recentrage stratégique**

L'examen des chasses-croisées de la politique extérieure du Brésil montre que, loin de ses vulgates autonomistes, indépendantes et altières, celle-ci s'inscrit dans une logique non linéaire, discontinue et inconsistante. Deux axes de la politique étrangère traduisent cette trajectoire en ligne brisée : le caractère protéiforme de la posture vis-à-vis des États-Unis depuis le début du vingtième siècle et l'incapacité du pays à dicter une ligne stratégique durable, compréhensible et non partisane en ce qui a trait à sa politique régionale. En effet, si au cours de la période bipolaire, et unipolaire américaine, la démarche pour les décideurs politiques brésiliens était de trouver la meilleure formule permettant de maintenir un certain degré d'autonomie et de souveraineté. Le défi politique actuel consiste à sortir de l'isolement stratégique

auquel fait face le pays dans un système international en mutation incertaine et une arène régionale fracturée et indéterminée.

À bien considérer, tout indique que le Brésil se trouve au carrefour d'une fin de cycle diplomatique. Les stratégies de projection au monde initiées jusque-là, à savoir la stratégie autonomiste, la politique extérieure indépendante, le pragmatisme responsable, la politique étrangère active et altière voire même l'alignement sans conditions avec l'hégémon américain, ont eu des effets différenciés sur l'objectif d'affirmation de leadership régional anticipé. Comme le suggère Enno Lehmann (2017), le Brésil ne peut assumer le rôle de leadership dont il a besoin car sa politique étrangère est traversée par un manque d'objectifs qui transcendent les courants politiques en concurrence et un manque de canaux clairs à travers lesquels cette politique pourrait être formulée.

Il s'évidente que la politique extérieure brésilienne sous le régime bolsonariste se retrouve à la croisée des chemins. Dans les mots de Rubens Recupero, cette politique est le reflet de « la combinaison d'une ineptie diplomatique avec une excentricité idéologique ». Cette lecture étroite du monde place le Brésil dans une impasse stratégique, en accélérant le processus de perte d'influence régionale du pays. Les ressorts et moteurs de la politique extérieure du géant sud-américain émanent désormais d'un processus de désagrégation interne entretenu par les difficultés économiques, les clivages idéologiques, et les tensions politiques récurrentes lesquels contribuent à anéantir les ressorts de performance au niveau externe. À la vérité, la politique étrangère actuelle ne se soucie guère de cette velléité d'autonomie dans l'antre de l'environnement global ou d'une hypothétique quête de leadership assumé au plan régional. Avec Bolsonaro-Araujo aux commandes, le Brésil effectue un retour à une dimension primaire de sa politique régionale, celle d'un « acteur obéissant » incapable de se trouver sa propre voie dans un nouvel environnement international en redéfinition et une arène régionale mouvante et indéterminée. En dépit de la prééminence stratégique dont bénéficie le pays dans sa région, le Brésil demeure incapable de traduire ses ressources structurelles et instrumentales en leadership effectif.

En parallèle, les horizons d'une contre-offensive stratégique et diplomatique agressive et soutenable s'assombrissent. La nouvelle réalité instaurée par la pandémie de COVID-19 ne fait que révéler au grand jour non seulement l'étroitesse des options

de politique extérieure du pays mais aussi l'incapacité du Brésil à trouver sa place dans un environnement régional éclaté. Devant le constat de cette mutation délétère, un groupe d'éminents experts et ex-diplomates brésiliens, composé de Fernando Henrique Cardoso, Aloysio Nunes Ferreira, Celso Amorim, Celso Lafer, Francisco Rezek, José Serra, Rubens Ricupero et Hussein Kalout, ont récemment sonné la sonnette d'alarme afin de dénoncer le statu quo et tracer la voie vers un nouvel horizon stratégique pour le Brésil dans un monde post-pandémique. Ce groupe estime que, dans ce nouveau théâtre mondial, on ne pourra pas concilier l'indépendance nationale avec la subordination à un gouvernement étranger. Un appel est lancé pour une sortie de cette « page d'histoire honteuse » et la reconquête du « patrimoine diplomatique » national, source de « fierté du peuple brésilien ».

De nombreuses options stratégiques sont à la portée des décideurs de la politique extérieure brésilienne. L'option la plus simple et moins couteuse politiquement serait de revenir au statu quo identitaire. Cela impliquerait, comme le suggèrent certains observateurs avisés, la réappropriation d'une politique d'État axée sur un retour aux sources comme vecteur des intérêts nationaux du pays, tout en gardant le cap sur les axes traditionnels de la politique extérieure, notamment l'engagement en faveur du droit international, le règlement pacifique des différends et le multilatéralisme. Or, étant donné les conditions actuelles de la politique internationale, le Brésil ne peut plus faire l'économie de s'adapter au nouvel environnement stratégique régional et aux réalités géostratégiques changeantes et rapides du monde qui l'entoure. Devant ce dilemme stratégique, et face aux dérives abyssales du bolsonarisme, il revient au Brésil de contempler un recentrage de sa politique extérieure et un examen minutieux de ses priorités post-pandémiques. La voie royale de cette nouvelle orientation de la politique extérieure passerait par l'adoption d'une vision d'ensemble sur le contenu, les principes et les principales aspirations dans l'arène globale. Ce nouveau modèle de projection externe s'accompagnerait d'une neutralité active sur la scène internationale et d'un engagement intelligent et intéressé avec les interlocuteurs et partenaires autour des grands dossiers d'intérêts vitaux pour la région. Il est encore temps pour le Brésil de mettre à profit ses atouts traditionnels de puissance et d'attractivité ainsi que l'excellence de son parcours diplomatique, tout en

s'adaptant à la dynamique stratégique régionale ambiante, et en œuvrant à l'affirmation d'un partenariat régional inclusif pour les années à venir. Eu égard les options choisies, et les stratégies adoptées par les décideurs, actuels ou futurs, la diplomatie brésilienne devra, en premier lieu, s'atteler au redressement de l'image du pays tout en pavant la voie vers la réalisation de ses ambitions et aspirations régionales.

## Références

ARAÚJO, E. Contra o consenso da inação, *Metapolítica* 17, 3 mars 2019, <https://www.metapoliticabrasil.com/blog/contra-o-consenso-daina%C3%A7%C3%A3o>.

BURGES, S. W. Consensual Hegemony: Theorizing Brazilian Foreign Policy after the Cold War. *International Relations* v. 22, n. 1, 2008, p. 65-84.

BUZAN, Barry et WAEVER Ole. *Regions and Powers: The Structure of International Security*, Cambridge: Cambridge University Press, 2003.

CIULLA, J. B. (dir) *Ethics, the Heart of Leadership. 3rd ed.* California: Praeger, 2014.

CLARK, K. E., & CLARK, M. B. *Choosing to Lead. 2nd ed.* North Carolina: Center for Creative Leadership, 1996.

COX, R. *Production, Power and World Order: Social Forces in the Making of History.* New York: Columbia University Press, 1989.

COX, R. et JACOBSON H. (dir.). *The Anatomy of Influence.* New Haven: Yale University Press, 1973.

DAUDELIN J., Le Brésil comme puissance : portée et paradoxes. Paris : Problèmes d'Amérique Latine, v. 4, n. 78, 2010, p. 29-46.

DAUVERGNE, P. & FARIAS D. The Rise of Brazil as a Global Development Power. *Third World Quarterly*, v. 33, n. 5, 2012, p. 903-917.

DESTRADE, S. Regional powers and their strategies: empire, hegemony, and leadership. *Review of International Studies*, v. 36, n. 4, 2010, p. 903-930 <https://doi.org/10.1017/S0260210510001361>.

FLEMES, D. & DETLEF N. Introduction. In: FLEMES, D (ed.), *Regional Leadership in the Global System: Ideas, Interests and Strategies of Regional Powers.* Farnham: Ashgate, 2010, p. 1-14.

GARCIA, M. A. O MERCOSUL e a UNASUL: Desafios para o Aprofundamento da Integração Sul-Americana. In: ALMEIDA, P, ACIOLY, L & CALIXTRE. A.B (ed) *Os desafios da política externa brasileira em um mundo em transição.* Rio de Janeiro : Ipea, 2014. 240 p.

IKENBERRY, G. J. The Future of International Leadership. *Political Science Quarterly*, v. 111, n. 3, 1996, p. 385-402.

IKENBERRY, G. J. & KUPCHAN C. A. Socialization and Hegemonic Power. *International Organization*, v. 44, n. 3, 1990, p. 283-315.

KALOUT, H. Bolsonaro's Failed Diplomacy Leaves Brazil Isolated as Pandemic Rages  
Ideological fixations have been a diplomatic and a public health disaster. *Foreign Policy*, 7 juillet 2020, [https://foreignpolicy.com/2020/07/07/bolsonaro-failed-diplomacy-brazil-isolated-coronavirus/?utm\\_source=PostUp&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=23070&utm\\_term=Editors%20Picks%20OC&?tpcc=23070#](https://foreignpolicy.com/2020/07/07/bolsonaro-failed-diplomacy-brazil-isolated-coronavirus/?utm_source=PostUp&utm_medium=email&utm_campaign=23070&utm_term=Editors%20Picks%20OC&?tpcc=23070#).

LAFER, C. *Relações internacionais, política externa e diplomacia brasileira: pensamento e ação*. Brasília: Funag, 2018, 2 vols., 1415 p.

LEHMAN, K. E. Can Brazil Lead? The Breakdown of Brazilian Foreign Policy and What it Means for the Region. *Rising Powers Quarterly*, v. 2, n. 2, 2017, p. 125-147.

LEMKE, D. *Regions of War and Peace*, Cambridge/New York: Cambridge University Press, 2002.

MALAMUD, A. Foreign Policy Retreat: Domestic and Systemic Causes of Brazil's International Rollback. *Rising Powers Quarterly*, v. 2, n. 2, 2017, p. 149-168.

MALAMUD, A. "Brasil golpeado. El Lava Jato desnuda la debilidad del gigante". *La Nacion*, 24 mai 2017, <https://www.lanacion.com.ar/opinion/el-lava-jato-desnuda-la-debilidad-del-gigante-nid2026722/>.

MALAMUD, A. & RODRIGUEZ, J. C. Straddling the region and the world: Brazil's dual foreign policy comes of age. IN: HERZOG, M. & ROBINS, P. (Eds.). *The role, position and agency of cusp states in international relations*. London: Routledge, 2014, p. 111-128.

MILANI, C. Brasil: política exterior, potencia económica y búsqueda de autonomía. IN AYLON, B. (dir) *¿Latinoamérica dividida? Procesos de integración y cooperación Sur-Sur*. Quito: Editorial IAEN, 2016.

MOREAU-DESFARGES, P. *La politique internationale*, Paris : Hachette, 1990.

NYE, J. *Bound to Lead*. New York: Basic Books, 1990.

RAMANZINI, J. H. et PASSINI M. M. As Relações com a America do Sul, (2008-2015). IN: DESIDERA NETO, W. A., ABREU, S, LIMA, F & al. (eds). *Política Externa Brasileira em Debate: dimensões e estratégias de inserção internacional no pós-crise de 2008*. Rio de Janeiro: IPEA, 2018, p. 235-271. [https://www.ipea.gov.br/portal/index.php?option=com\\_content&view=article&id=34472&Itemid=433](https://www.ipea.gov.br/portal/index.php?option=com_content&view=article&id=34472&Itemid=433) .

RECUPERO, R. A política externa brasileira em debate: Ricupero, FHC e Araujo. IN: ROBERTO DE ALMEIDA, P. *A Política externa brasileira em Debate* <http://diplomatizando.blogspot.com> .

SCHENONI L.L. Revelando o equilíbrio sul americano. PUC-Minas: *Estudos internacionais*, Vol 2, No 2 juillet-décembre, 2014 p. 215-232.

STUENKEL, O. As Tensions Mount, Brazil Hedges Its Bets on Russia and the West. *Americas Quarterly*, 5 avril, 2018, <https://www.americasquarterly.org/content/tensions-mount-brazil-hedges-its-bets-russia-and-west>.

SOARES DE LIMA, M. R.. A Agência da Política Externa Brasileira : Uma análise Preliminar. IN: DESIDERA NETO, W. A., ABREU, S, LIMA, F & al. (eds). *Política Externa Brasileira em Debate: dimensões e estratégias de inserção internacional no pós-crise de 2008*. Rio de Janeiro: IPEA, 2018, p. 39-53.

SOARES, M. E & HIRST, M. Brazil as an intermediate state and regional power: action, choice and responsibilities. *International Affairs*, V. 82, n. 1, 2006, p. 21-40.

WEAVER, O & ZHIMIN, C. Introduction: International Leadership in an Age of American Retreat, Chinese Return and Global Urgency. *Chin. Polit. Sci. Rev.*, v. 2, n.4, 2017, 445–451.

YOUNG, O. Political Leadership and Regime Formation: On the Development of Institutions in International Society. *International Organization* v. 45, n. 3, 1991, p. 281-308 .

## Notes

<sup>1</sup> Ph. D, Université du Québec à Montréal, Canada. [larose.chalmers@uqam.ca](mailto:larose.chalmers@uqam.ca)